

directeur.

Du point de vue du développement historique ainsi que du point de vue des tâches de la social-démocratie, la tendance de l'économie moderne est fondamentale et il faut lui garantir la possibilité totale d'exécuter sa mission historique de véritable libération : pour construire l'économie mondiale unifiée, indépendante des cadres nationaux, des barrières d'Etat et des barrières douanières, assujettie seulement aux particularités du sol et des ressources naturelles, au climat et aux besoins de la division du travail. La Pologne, l'Alsace, la Dalmatie, la Belgique, la Serbie et d'autres faibles nations européennes qui ne sont pas encore annexées peuvent être réintégrées ou établies pour la première fois dans la configuration nationale vers laquelle elles gravitent et, par dessus tout, elles pourront demeurer dans ces configurations et développer librement leur existence culturelle dans la mesure seulement où, de groupements nationaux, elles cesseront d'être des groupements économiques, où elles ne seront pas liées par des limites d'Etat et ne seront pas séparées ou opposées l'une à l'autre économiquement. En d'autres termes, pour que les Polonais, les Roumains, les Serbes et d'autres soient capables en fait de former des unités nationales sans entrave, il est nécessaire que les limites étatiques qui les divisent actuellement en plusieurs parties soient annulées, que le cadre de l'Etat soit élargi en une organisation économique mais non en une organisation nationale, jusqu'à englober toute l'Europe capitaliste qui, à présent, est divisée par des tarifs et des frontières et déchirée par la guerre. L'unification étatique de l'Europe est nettement la condition préalable de l'auto-détermination des grandes et des petites nations de l'Europe. Une existence culturelle nationale dépourvue d'antagonismes économiques nationaux et basée sur une réelle auto-détermination n'est possible que sous le toit d'une Europe unie démocratiquement, libre de toute barrière étatique ou de douanes.

Cette dépendance directe et immédiate de l'auto-détermination nationale des peuples faibles, du régime collectif européen, exclut la possibilité que le prolétariat pose des questions comme l'indépendance de la Pologne ou l'unification de tous les Serbes en dehors de la révolution européenne. Mais, d'autre part, cela signifie que le droit à l'auto-détermination, en tant que partie du programme de paix prolétarien, n'a pas un caractère révolutionnaire. Cette considération se dirige en deux sens : contre les David et les Landberg allemands qui, du haut de leur « réalisme » impérialiste, dénigrent le principe de l'indépendance nationale comme du romantisme réactionnaire ; et contre les simplificateurs dans notre camp révolutionnaire qui déclarent que ce principe n'est réalisable que sous le socialisme et par là se débarassent de la nécessité de donner une réponse principielle aux questions posées sur le tranchant du couteau par la guerre.

Entre nos conditions sociales actuelles et le socialisme, il reste encore une époque étendue de révolution sociale : c'est-à-dire l'époque de la lutte prolétarienne ouverte pour le pouvoir, la conquête et l'application de ce pouvoir dans le but de la démocratisation totale des rapports sociaux et de la transformation systématique de la société capitaliste en société socialiste. Ce n'est pas l'« époque de pacification et de calme, mais au contraire, de la

plus haute intensité de la lutte des classes, l'époque de soulèvements populaires, de guerres, d'expériences d'extension du régime prolétarien et de réformes socialistes. Cette époque exige du prolétariat une réponse pratique : c'est-à-dire une réponse applicable immédiatement à la question de l'existence permanente des nationalités et de leurs rapports réciproques avec l'Etat et l'économie.

Nous avons essayé de montrer plus haut que l'union économique et politique de l'Europe est la condition préalable indispensable pour toute possibilité d'auto-détermination. Comme le mot d'ordre d'« indépendance nationale » des Serbes, des Bulgares, Grecs et autres, reste une abstraction creuse sans le mot d'ordre supplémentaire de « Fédération des Républiques balkaniques » — qui joue un tel rôle dans toute la politique de la social-démocratie aux Balkans — ainsi, à l'échelle européenne, le principe du « droit » des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être rendu pleinement effectif que dans les conditions d'une « Fédération des Républiques européennes ». Mais si, dans la péninsule balkanique, le mot d'ordre de fédération démocratique est devenu un mot d'ordre essentiellement prolétarien, à bien plus forte raison il s'applique à l'Europe dont les antagonismes capitalistes sont incomparablement plus profonds.

La suppression des barrières douanières entre les différents pays de l'Europe, semble aux politiciens bourgeois, une insurmontable difficulté ; mais sans cette suppression les cours d'arbitrage entre Etats et les codes de lois internationales n'auront pas plus de durée que la neutralité de la Belgique, par exemple. La poussée vers l'unification du marché européen, qui, comme l'effort pour s'emparer de pays arriérés non européens, est causée par le développement du capitalisme, se heurte à la puissante opposition des propriétaires fonciers et des capitalistes, entre les mains desquels les tarifs douaniers, conjointement à l'appareil militaire, constituent un moyen indispensable d'exploitation et d'enrichissement.

La bourgeoisie industrielle et financière hongroise est hostile à son unification économique avec l'Autriche qui a atteint un plus haut développement capitaliste qu'elle-même. La bourgeoisie de l'Autriche-Hongrie est hostile à l'idée d'une union douanière avec l'Allemagne bien plus puissante qu'elle.

D'autre part les propriétaires fonciers allemands ne consentiront jamais volontairement à la suppression des droits sur les grains. De plus, les intérêts économiques des classes possédantes des empires centraux ne peuvent pas si facilement être amenés à coïncider avec ceux des capitalistes et des propriétaires fonciers français, anglais et russes. La présente guerre le démontre avec suffisamment d'éloquence. Dernièrement, la manque d'harmonie et le caractère inconciliable des intérêts capitalistes entre les alliés eux-mêmes, sont encore plus flagrants qu'entre les Etats de l'Europe centrale. Dans ces conditions, une union économique de l'Europe incomplète et formée d'en haut, conclue au moyen de traités entre gouvernements capitalistes est, tout simplement une utopie. Ainsi la chose ne saurait aller plus loin qu'à des compromis partiels et des demi-mesures. Par conséquent l'union économique de l'Europe qui présente des avantages énormes pour le producteur aussi bien que pour le consommateur et en général pour tout le développement culturel devient la tâche révo-